

Ottawa est prêt à discuter de la protection de la rivière

Dossier de la rédaction de H2o
December 2022

Au lendemain de la signature d'un cadre mondial de la protection de la biodiversité, le gouvernement Trudeau se dit prêt à entamer un "dialogue" avec le gouvernement du Québec au sujet de la protection de la rivière Magpie, a appris Le Devoir. Hydro-Québec refuse toutefois de renoncer au potentiel hydroélectrique du cours d'eau, alors que les partisans de la création d'une aire protégée espèrent maintenant obtenir une reconnaissance internationale.

L'entente internationale signée à l'issue de la conférence de l'ONU sur la biodiversité (COP15) prévoit notamment que les États s'engagent à protéger 30 % des milieux naturels terrestres et aquatiques d'ici 2030. Le Canada a d'ailleurs promis de tout mettre en œuvre pour atteindre cette cible. Selon le gouvernement fédéral, la concrétisation du projet d'aire protégée de 2 600 km² le long de cette rivière de la Côte-Nord pourrait contribuer à l'atteinte des engagements pris par Ottawa en matière de protection des écosystèmes. Cette éventualité est bien vue par l'alliance Muteshekau-shipu, qui milite pour la préservation de cet imposant cours d'eau mais dont les propositions ont toujours eu une fin de non-recevoir de Hydro-Québec et du gouvernement du Québec. La société d'État estime que "dans le contexte actuel, où on entre une hausse soutenue de la demande en électricité et au moment précis où nous mettons à jour nos études sur le potentiel hydrologique du Québec, il serait prématuré de renoncer au potentiel d'une rivière, quelle qu'elle soit."

Alexandre Shields - Le Devoir

Hydro-Québec refuse de renoncer à la rivière Magpie - Le Devoir